

En même temps, les nouveaux mouvements sociaux de protestation sont entrés dans les portes de l'Eglise. Les premières études empiriques au sujet de ces mouvements font apparaître un rapport fondamental entre les orientations de valeurs – dites – “post-matérialistes” (la participation, la qualité de la vie, la créativité, p. e.)⁽²⁾ et l'engagement contre la pollution, pour l'écologie et aujourd'hui contre les euromissiles. Depuis les années soixante les Eglises en RFA ont fortement poussé des thèmes “post-matérialistes” comme la solidarité avec le Tiers Monde, comme la qualité de la vie et la lutte contre la pollution. Pour cette raison ce n'est certainement pas par hasard qu'aujourd'hui les “pacifistes” chrétiens reposent sur une base sociale solide dans les Eglises de même que dans les mouvements séculiers pour la paix.

De plus, il faut se tenir compte des changements intervenus dans le système politique de la République fédérale, et en particulier dans le système des partis. C'est avant tout leur capacité d'assimiler et de remplir les nouvelles exigences sociales – dans le domaine de l'écologie comme dans la politique de la sécurité – qui est remise en question⁽³⁾. Les nouveaux conflits sociaux et politiques des années soixante-dix et du début des années quatre-vingts se sont disputés pour l'essentiel en dehors des partis – à l'exception du SPD. Et si les Eglises assument actuellement de plus en plus une fonction de *forum* sociopolitique, cela n'est certainement pas sans rapport avec les déficits des partis dans ce domaine.

A côté de ces changements sociaux et politiques il faut se tenir compte de certains événements *internationaux* dans le domaine politique de même que dans les relations transnationales des Eglises. Dans la sphère politique c'était le débat sur la “bombe à neutrons” en 1977/78 qui a servi comme catalyseur pour la formation des premières initiatives chrétiennes pour la paix. C'était la première fois depuis les années cinquante que les questions éthiques de la défense nationale étaient discutées. C'était le moment où des mouvements chrétiens pour la paix comme le mouvement catholique Pax Christi, p.e., ont décidé de pousser le problème de désarmement. Les premières “semaines pour la paix” ont été organisées dans plusieurs paroisses. De 1979 à 1981, la double-décision de l'OTAN, l'entrée du Président Reagan à l'office et le bavardage d'une nouvelle guerre froide et d'une guerre nucléaire limitée

2. Ouvrage fondamental: R. INGLHART: *The Silent Revolution*, Princeton (Princeton Univ. Press) 1977. Sur les mutations sociales en République fédérale d'Allemagne, cf. K. L. BAKER, etc.: *Germany Transformed. Political Culture and the New Politics*, Cambridge/Mass.: Harvard Univ. Press) 1981. Sur le nouveau mouvement pour la paix, cf.: Die neue Friedensbewegung, Friedensanalysen 16, Frankfurt/M. (Suhrkamp) 1982. Sur les rapports entre les changements sociaux et l'apparition de nouveaux mouvements pour la paix, cf. H. Müller/T. Risse-Kappen: *Social and Generational Change. The German Peace Movement and the Western Alliance*, dans: R.N. Lebow (éd.): *Generational Learning and Foreign Policy* (en prép.).
3. Cf. J. RASCHKE (éd.): *Bürger und Parteien. Ansichten und Analysen einer schwierigen Beziehung*, Opladen (Westdt. Verlag) 1982.

LA FIN DE LA COHESION

LA DISCUSSION SUR LA PAIX AU SEIN DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

par Thomas RISSE-KAPPEN

1. Le rôle des Eglises dans la discussion sur la paix⁽¹⁾

Les Eglises chrétiennes de la République fédérale d'Allemagne prennent aujourd'hui part, plus que dans les décennies précédentes, au débat d'ordre social que suscite la politique de la paix et de la sécurité. Plus que ne le font d'autres grands groupes sociaux, elles assument désormais le rôle d'un *forum* sur cette question, qui permet de discuter d'un esprit critique de positions divergentes. Le fait que les Eglises, dont on estimait qu'elles ne présentaient d'attrait, dans notre société industrielle sécularisée, tout au plus que pour des minorités, puissent aujourd'hui jouer un tel rôle semble avoir plusieurs raisons principales.

Il faut tout d'abord tenir compte des changements sociaux qui se sont produits en République fédérale d'Allemagne et qui ont gravement touché les Eglises. D'un côté, l'apparition des nouvelles couches moyennes (des employés, des fonctionnaires etc.) et des changements des valeurs dans les années soixante et soixante-dix ont causé une désintégration des normes sociales et des structures traditionnelles. Ce processus a fortement affecté les Eglises (déclin des pratiquants etc.). A l'autre côté, les mêmes changements sociaux ont causé de nouveau le besoin d'orientation, de nouvelles valeurs, de sens de la vie contre la menace de l'absurdité. C'est pourquoi à partir des années soixante-dix les Eglises ont fait l'expérience d'une nouvelle renaissance, avant tout parmi les jeunes. Ces jeunes ne cherchent pas l'Eglise comme institution hiérarchique mais l'Eglise comme une offre du sens de la vie. Les *Kirchentage* (les Congrès public de l'Eglise) sont devenus une manifestation de cette tendance.

1. Une version précédente de cet article est apparue en allemand dans: H. M. BIRCKENBACH (éd.): *Friedensforschung. Kirche und kirchliche Friedensbewegungen*, Frankfurt/M. (Haag + Herchen) 1983, p. 152-166. Thomas Risse-Kappen est associé de recherche de la “Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung” à Francfort (Fondation hessoise de recherche de la paix et des conflits). Il travaille dans un projet de recherche de la “Commission Justice et Paix” ouest-allemande.

en Europe ont de plus en plus stimulé les débats dans les Eglises à devenir répandus et profonds. Maintenant, les mouvements de la paix chrétiens et séculiers sont devenus des mouvements de masse.

Enfinement, il y a des influences transnationales considérables, des Eglises étrangères de même que des organisations internationales de l'Eglise. Pour les catholiques ouest-allemands il faut mentionner les déclarations papales, de Paul VI. à Jean-Paul II., qui ont servi comme leitmotiv pour la conférence épiscopale. Dans les dernières années on a eu des consultations exigeantes sur la question de la paix entre le Vatican et les conférences épiscopales nationales. En outre, le débat des catholiques allemands était fortement influencé par les discussions dans d'autres pays, avant tout dans les Etats-Unis. La lettre pastorale des évêques ouest-allemands, p. e., ne peut pas être comprise sans l'immense défi du document de leurs collègues américains.

Ces réflexions sur le nouveau rôle des Eglises dans les conflits actuels s'appliquent en premier lieu aux Eglises protestantes de la République fédérale d'Allemagne, mais elles sont également de plus en plus valables pour le catholicisme ouest-allemand, considéré comme particulièrement conservateur⁽⁴⁾. Contrairement aux années cinquante et soixante, la cohésion de l'Eglise catholique sur la question de la paix appartient aujourd'hui au passé. Les mutations intervenues au sein du catholicisme n'ont en réalité été portées à l'attention du public que le 27 avril 1983, date à laquelle la Conférence épiscopale allemande publia sa déclaration "La justice crée la paix"⁽⁵⁾. Annonçant cette publication, l'hebdomadaire *Der Spiegel* portait par exemple le jugement suivant: "On ne s'attendait guère à l'apparition subite d'autant d'idées progressistes de la part de l'épiscopat ouest-allemand". Quel est l'historique de cette évolution? Le chapitre suivant essaie d'analyser les mutations survenues au sein de l'Eglise catholique au sujet de la politique de la paix.

2. Les catholiques et l'armement après 1945

Pour mesurer les changements enregistrés dans le catholicisme ouest-allemand, il s'impose de jeter un coup d'œil sur le passé. Dans les années cin-

quante et soixante, l'Eglise catholique appuyait presque unanimement la politique de sécurité des gouvernements fédéraux dirigés par la CDU/CSU. Le pacifisme de l'après-guerre immédiat, que partageait largement le catholicisme, fit peu à peu place à l'appui prêté par la grande majorité des catholiques allemands au réarmement⁽⁶⁾. Divers évêques, en particulier le cardinal de Cologne J. Frings, commencèrent en 1950 à soutenir la politique de sécurité d'Adenauer. Après 1952, le réarmement ouest-allemand comptait, parmi ses protagonistes, toutes les grandes organisations catholiques laïques, dont, par exemple, la Fédération de la jeunesse catholique allemande (BDKJ), qui participe aujourd'hui aux mouvements pour la paix chrétiens. Les minorités critiques ne parvenaient guère à se faire entendre.

Le débat sur l'armement nucléaire de la fin des années cinquante n'a jamais atteint, dans l'Eglise catholique, la passion des discussions qui ont porté les protestants au bord du schisme⁽⁷⁾. Les Catholiques se concentraient sur la question de savoir si le recours aux armes nucléaires pouvait être contrôlé, ce que sept grands de la théologie morale, dont J. Höffner, l'actuel cardinal de Cologne, jugèrent, en mai 1958, parfaitement possible, de sorte que le recours aux armes nucléaires n'était pas foncièrement contraire aux règles de la morale. Les problèmes relatifs à la dissuasion nucléaire, qui étaient au cœur des controverses soulevées dans les Eglises protestantes et au sujet desquels les "Thèses de Heidelberg", de 1959, ont finalement formulé un compromis accepté pendant des décennies, n'ont guère été débattus au sein de l'Eglise catholique.

Dans les années soixante et soixante-dix, la paix ne fit guère l'objet de discussions à l'intérieur de l'Eglise catholique. Certes, des minorités, telles que le mouvement pour la paix *Pax Christi* et le *Bensberger Kreis*, cercle d'intellectuels catholiques fondé par ce mouvement, faisaient preuve, à cette époque, d'un vif engagement pour la réconciliation germano-polonaise. Le *Bensberger Kreis* a publié en 1968 un mémorandum sur les questions germano-polonaises, qui, avec celui de l'Eglise évangélique d'Allemagne, a contribué, après 1969, à l'acceptation par la société de la politique de l'est pratiquée par la coalition sociale-libérale. Mais d'une manière générale, la politique de détente était toujours contestée par le catholicisme, et les associations catholiques des personnes expulsées de l'est ont pu éviter que l'Eglise ne se prononçât nettement en faveur de la politique de l'est. Les questions d'armement n'étaient alors guère abordées au sein du catholicisme allemand. Même

6. Cf. A. DOERING-MANTEUFFEL: *Katholizismus und Wiederbewaffnung. Die Haltung der deutschen Katholiken gegenüber der Wehrfrage 1948-1955*, Mainz (Grünewald) 1981.

7. Cf. E.-J. NAGEL/H. OBERHEIM: *Dem Frieden verpflichtet. Konzeptionen und Entwicklungen der katholischen Friedensethik seit dem Zweiten Weltkrieg*, Mainz-München (Grünewald-Kaiser) 1982, p. 32-34; *Atomare Kampfmittel und christliche Ethik. Diskussionsbeiträge deutscher Katholiken*, München 1960.

245

4. Sur le débat sur la paix au sein des Eglises ouest-allemandes, cf. T. RISSE-KAPPEN: *Analyse und synoptische Dokumentation von Stellungnahmen aus den Kirchen der Bundesrepublik Deutschland. Ethische Probleme der Sicherheitspolitik II*, éd. par la "Commission Justice et Paix" (Katholischer Arbeitskreis Entwicklung und Frieden - Kaiserstr. 163, D-5300 Bonn 1), Bonn 1982 (publié également comme rapport de la HSFK). Sur la discussion au sein de l'Eglise catholique, cf. également L. Lemhöfer: *Zögernder Aufbruch aus dem Kalten Krieg. Die katholische Kirche und die bundesdeutsche "neue Friedensbewegung"*, *Die neue Friedensbewegung*, No 2, pp. 245-257.

5. *Gerechtigkeit schafft Frieden. Wort der Deutschen Bischofskonferenz zum Frieden*, éd. par le Secrétariat de la Conférence épiscopale allemande (Kaiserstr. 163, 5300 Bonn 1), Bonn 18 avril 1983. La traduction française est apparue dans la *Documentation Catholique*, Paris (Bayard Presse) 5 juin 1983. Pour une interprétation française cf. R. Coste: *Les évêques allemands et américains et la promotion de la paix*, *Défense Nationale*, Vol. 79/1983 - juillet 1983, pp. 9-22.

la résolution "Développement et paix" du Synode Commun d'Allemagne, de 1975, qui a marqué une étape décisive dans la pédagogie et les services pour la paix, n'a pas pris position sur les questions de la politique de sécurité⁽⁸⁾. Il n'a d'ailleurs pratiquement pas été mis en pratique à l'intérieur de l'Eglise.

Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour l'appui inconditionnel prêté par la plupart des catholiques à la politique de sécurité telle qu'elle était alors pratiquée. Aujourd'hui encore, le catholicisme ouest-allemand repose avant tout sur les classes moyennes conservatrices. Il est vrai que le cliché de l'électeur CDU catholique de la campagne⁽⁹⁾ est trop schématique, vu le tournant socioculturel que connaît la République fédérale d'Allemagne.

Mais il n'en reste pas moins que l'anticommunisme traditionnel — un "anticommunisme par tradition"⁽⁹⁾ —, qui existait déjà avant 1945, demeure profondément ancré dans les milieux catholiques, avec ce sentiment de menace qui lui est propre. Cet anticommunisme est essentiellement nourri par des expériences réelles (par ex. destin des expulsés et des réfugiés), par la peur de revirements sociaux, ainsi que par l'identification du socialisme à l'athéisme au niveau idéologique.

Il convient en outre de se rappeler à l'esprit que l'identification de l'Eglise catholique avec le parti du centre de la République de Weimar s'est reportée presque insensiblement, dans l'après-guerre, sur la CDU/CSU, qui a été fondée après 1948 comme parti chrétien interconfessionnel, avec l'appui de l'épiscopat. L'orientation du catholicisme sur la CDU/CSU s'est nettement estompée avec le temps, et en particulier dans les années soixante-dix. Mais la CDU/CSU possède aujourd'hui encore d'importants bastions dans les régions à forte population catholique⁽¹⁰⁾ et de nombreux présidents d'associations catholiques laïques assument en même temps des fonctions politiques en tant que démocrates chrétiens.

N'oublions pas enfin que la doctrine de la "guerre juste" a fourni des siècles durant à l'Eglise catholique une réponse facile aux questions relatives à la guerre et à la paix⁽¹¹⁾. Bien que cette doctrine était destinée, dès saint Thomas d'Aquin, à la prévention de la guerre (*ius ad bellum*) ou — si l'on n'y

8. Der Beitrag der katholischen Kirche in der Bundesrepublik Deutschland für Entwicklung und Frieden, in: *Gemeinsame Synode der Bischöfe in der Bundesrepublik Deutschland*. Beschlüsse der Vollversammlung, Offizielle Gesamtausgabe 1, Freiburg, etc. (Herder) 5^e éd. 1982.

9. Cf. *Antisozialismus aus Tradition?* Memorandum des Benserger Kreises zum Verhältnis von Christentum und Sozialismus heute, Reinbek (Rowohlt) 1976.

10. Cf. par ex. les analyses de W. Kallefleiter et M. Güllner sur les élections au Bundestag de 1983, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 14/83, 9 avril 1983.

11. Cf. P. Engelhardt: Die Lehre vom "gerechten Krieg" in der vorreformatorischen und katholischen Tradition, *Der gerechte Krieg*, Friedensanalysen 12, Frankfurt/M. (Suhrkamp) 1980, p. 72-124; H. Oberthum: Zur Kontroverse um die *bellum iustum*-Theorie in der Gegenwart, dans: N. GLATZEL/E. J. NAGEL (éd.): *Frieden in Sicherheit*. Zur Weiterentwicklung der katholischen Friedensethik, Freiburg, etc. (Herder) 1981, p. 41-68.

parvenait pas — à la réduction des dommages une fois qu'un conflit avait éclaté (*ius in bello*), il en a souvent été abusé dans la pratique, jusqu'à tout récemment, pour justifier les menaces de violence militaire, voire même le recours à cette violence. Pour le moins, la doctrine de la guerre juste permit aux catholiques ouest-allemands de s'accommoder bien vite du réarmement.

3. Les catholiques et l'armement aujourd'hui

Comment en est-on arrivé à la situation actuelle, où, pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, le catholicisme ne constitue plus un bloc uni face à la question de la paix? Relevons tout d'abord que les revirements sociaux et de valeurs mentionnés plus haut qui se sont produits en République fédérale d'Allemagne n'ont pas non plus épargné les catholiques. Bien que les facteurs exposés ci-dessus restent valables, on ne peut plus parler d'un milieu catholique *uni*, tel que Heinrich Böll l'a décrit dans ses romans des années cinquante et que Carl Améry l'a analysé dans les années soixante⁽¹²⁾.

Et ceci se reflète dans la politique de sécurité. Il s'applique avant tout aux jeunes catholiques qui ont commencé à s'engager de plus en plus, dans les années soixante-dix, dans les nouveaux mouvements sociaux, comme par exemple le mouvement écologique. La plupart se sont tout d'abord occupés de la faim et du sous-développement au Tiers Monde, pour se pencher finalement sur les problèmes de l'armement. Depuis les années soixante, la solidarité avec le Tiers Monde est de tradition dans de nombreuses paroisses catholiques. Alors qu'ils se consacraient au début surtout à des œuvres de charité, beaucoup de groupes ont de plus en plus porté leur attention sur les causes de la faim et du sous-développement et se sont progressivement "politisés" sur ce thème ("L'armement tue — même sans guerre!") est l'un de leurs slogans les plus répandus). Quoi d'étonnant que, par exemple, de nombreuses associations de membres et groupes de la Fédération de la jeunesse catholique allemande (BDKJ) soient passés insensiblement de l'engagement politique en matière de développement au mouvement pour la paix?

Il importe enfin de prendre en considération les impulsions données par l'Eglise mondiale. Depuis le début des années soixante, la doctrine de la paix professée par le pape a peu à peu évolué, la thèse de la "paix juste", transformatrice par le pape Pie XII en thèse de la "défense moralement admissible", perdant de plus en plus de son poids⁽¹³⁾. Les papes Jean XXIII, Paul VI et Jean-Paul II se basèrent sur une notion de la paix très élaborée, orientée sur

12. Cf. par ex. *Ansichten eines Clowns*, de H. Böll. L'analyse de C. AMÉRY est parue en 1963 sous le titre "Die Kapitulation oder Deutscher Katholizismus heute" (Reinbek/Rowohlt).

13. Cf. N. GLATZEL: Neueste kirchliche Lehrverkündigungen zur Sicherheits- und Rüstungsdebatte ab 1945, dans: N. GLATZEL/E. J. NAGEL (éd.)/Note 11, p. 125-148.

la réduction de la violence, la justice sociale et les droits de l'homme, et soumièrent alors la guerre et la course aux armements à une critique prophétique fondamentale, visant également, de plus en plus, les armes nucléaires. C'est ainsi que le II^e Concile du Vatican, de 1965, a condamné le recours à des moyens de destruction de masse contre des centres de population comme "crime envers Dieu et envers l'homme" et a critiqué l'équilibre de la dissuasion comme ne constituant "pas une paix sûre et véritable". Mais tandis que le concile ne portait pas de jugement sur la dissuasion nucléaire, les papes Paul VI et Jean-Paul II adoptèrent plus tard une position critique à cet égard. Leurs réflexions à ce sujet étaient centrées sur les risques des moyens de destruction de masse, sur les conséquences de la dynamique de l'armement et sur le caractère de menace inhérent à ce système de prévention de la guerre. Néanmoins, les papes n'ont pas encore réfuté totalement la dissuasion nucléaire, mais ont parlé - rappelant en cela certaines déclarations émanant du protestantisme - du délai qu'il nous reste pour entreprendre des démarches sur la voie du désarmement et pour rechercher de meilleurs moyens d'assurer la paix.

Mais jusqu'à la fin des années soixante-dix, l'évolution de la doctrine de la paix professée par les papes n'a guère été perçue au sein du catholicisme ouest-allemand. Et l'on pourrait en dire autant des déclarations d'autres conférences épiscopales au sujet de la paix, comme par exemple de celles des évêques des Pays-Bas et des États-Unis. Ce furent avant tout Pax Christi, la Fédération de la jeunesse catholique allemande et l'Initiative "L'Eglise vue de la base" (IKvU) qui ont apporté ces impulsions au sein de l'Eglise vue que et y ont suscité des controverses sociales au sujet de la paix et du désarmement. En 1977, à l'occasion d'une pétition contre la bombe à neutrons, Pax Christi s'était pour la première fois penché sur les questions soulevées par la politique de sécurité. Ce mouvement adopta enfin, en novembre 1980, après plusieurs années de discussions, une plate-forme "Désarmement et sécurité", qui se penche sur de nouvelles dimensions - non militaires - de la sécurité, critique la politique traditionnelle de l'armement et de la dissuasion et exige la reconsidération du contrôle des armements, accompagnée de retraits unilatéraux bien calculés (gradualisme). La déclaration de Pax Christi a influencé considérablement le débat mené au sein de l'Eglise catholique et a suscité une multitude de prises de position semblables, telles que, par exemple, un mémorandum du *Bensberger Kreis*, qui cherche à concilier pacifisme nucléaire et gradualisme⁽¹⁴⁾.

En mai 1981, la Fédération de la jeunesse catholique allemande s'est donné comme thème principal à traiter jusqu'en 1984 "La paix et la justice". Sur la

14. *Frieden - für Katholiken eine Provokation?* Ein Memorandum des Bensberger Kreises, Reinbeck (Rowohlt) 1982.

base de "positions de départ" qui exigent entre autres une réorientation de la politique de sécurité, des associations de membres et des groupes doivent aborder dans des ateliers de la paix et des actions publiques les questions théologiques en rapport avec la paix ainsi que les problèmes politiques posés par le développement et le désarmement⁽¹⁵⁾. La Fédération de la jeunesse catholique allemande soutient elle aussi les thèses gradualistes. Tout comme Pax Christi, elle refuse le stationnement de nouvelles armes eurostratégiques. Toutefois, on ne sait, dans les deux organisations, quelles chances accorder aux négociations.

Mentionnons enfin l'Initiative "L'Eglise vue de la base" (IKvU), qui, lors des deux *Katholikentag* en 1980 et 1982, a organisé un congrès "alternatif" et essayé de faire entendre les positions du pacifisme nucléaire. Au *Katholikentag* de 1980, à Berlin, un groupe se nommant "Chrétiens contre l'armement nucléaire" a appelé l'attention du public: il se prononçait contre tout recours aux armes nucléaires et réclamait un renoncement au rééquilibrage des forces de la part des occidentaux. Plus que la Fédération de la jeunesse catholique allemande et que le mouvement Pax Christi, l'IKvU s'engage dans le mouvement pour la paix mené hors de l'Eglise, se rallie à ses revendications et adopte ses formes d'action.

Bien entendu, les prises de position ici mentionnées ne constituent que la pointe d'un iceberg, qui se prolonge au plus profond des associations et paroisses catholiques. Beaucoup de catholiques participent aujourd'hui activement au mouvement pacifiste et les paroisses qui adoptent une attitude critique - bien qu'encore hésitante - envers les questions de l'armement se font de plus en plus nombreuses. Il fallait donc s'attendre à ce que le catholicisme "traditionnel" tente, à un stade encore précoce, de maintenir la discussion sous contrôle. Le Comité central des catholiques allemands (ZdK), l'organe laïc suprême de l'Eglise, s'est efforcé, dans une prise de position émise en novembre 1981, de rétablir la cohésion du catholicisme des années cinquante. Cette déclaration dépeint la politique extérieure et de sécurité de l'Union soviétique comme agressive et astreinte à l'idéologie et accuse l'URSS d'être la seule responsable des tensions est-ouest. Elle justifie la dissuasion nucléaire, entendue, comme visant la prévention de la guerre et un désarmement effectif, et se félicite de la double-décision de l'OTAN, considérée comme une concession unilatérale des occidentaux⁽¹⁶⁾.

C'est au plus tard au *Katholikentag*, tenu en septembre 1982 à Düsseldorf, qu'il devint manifeste que la déclaration du Comité central des catholiques allemands ne faisait plus le consensus des catholiques, bien que son raisonne-

15. BDKJ-Bundesvorstand (éd.): *Schwerpunkthema "Frieden und Gerechtigkeit"* 80-84. Grundlagen und Positionen, Düsseldorf 1983.

16. Zentralkomitee der deutschen Katholiken: *Zur aktuellen Friedensdiskussion*, Bonn-Bad Godesberg 1981.

ment continue à être prépondérant dans de nombreuses paroisses. La Fédération de la jeunesse catholique allemande, Pax Christi et l'IKvU sont parvenus, en dépit de modes d'action à l'origine différents, à faire du Congrès un forum de discussion ouverte sur les questions de la politique de sécurité⁽¹⁷⁾.

Il est notable que les évêques allemands aient très tôt souligné l'ouverture du débat sur la paix tout en se référant chaque fois avec insistance à la doctrine de la paix soutenue par les papes. L'Assemblée générale de la Conférence épiscopale allemande s'est penchée à plusieurs reprises, depuis mars 1981, sur le thème de la paix, mais elle n'a tout d'abord pas pris position sur les questions techniques de la politique de sécurité. Mais elle ne resta apparemment pas insensible au mouvement pacifiste et aux controverses de plus en plus exacerbées soulevées dans les paroisses catholiques au sujet de la sécurité et du désarmement, et l'on décida en automne 1982 de ne pas limiter à des questions d'ordre biblique et théologique une lettre pastorale sur la paix envisagée depuis quelque temps déjà. Il fallait également prendre position au sujet des questions fondamentales faisant l'objet de discussions au sein de l'Eglise, comme par exemple sur la dissuasion nucléaire. Toutefois, on ne pouvait prévoir à l'époque l'envergure de cette déclaration. D'autres impulsions furent encore nécessaires, en particulier de la part de la Conférence épiscopale américaine.

4. Le défi américain et la réponse des évêques allemands

En automne 1982, on prit connaissance en République fédérale d'Allemagne du deuxième projet d'une lettre pastorale de la Conférence épiscopale des Etats-Unis, intitulée "Le défi de la paix: la promesse divine et notre réponse"⁽¹⁸⁾. Il s'agit là d'un document très remarquable, et ce non seulement pour certains passages particulièrement frappants — tels que ceux concernant le "gel" ("freeze") ou le "premier usage" nucléaire. Les évêques américains ont, après une discussion bien mûrie, menée pendant plus de deux années, adopté un texte à la hauteur des questions techniques de la politique de sécurité et entrant dans le vif des problèmes concrets de la politique de dissuasion.

La lettre pastorale américaine — définitivement adoptée le 4 mai 1983, à l'Assemblée générale de l'épiscopat, à Chicago, sur la base d'un troisième

17. Une partie des exposés sur le thème de la paix qui ont été tenus lors des manifestations officielles du Congrès des catholiques sont recueillis dans: *Die christliche Friedensbotschaft*, Arbeitshilfen 28, éd. par le Secrétariat de la Conf. épiscopale allemande, Bonn 1982.

18. Cf. le texte final: *The Challenge of Peace: God's Promise and Our Response*, Pastoral Letter of the National Conference of Bishops on War and Peace, *Origins*, NC Documentary Service, 19 mai 1983. La traduction française est apparue dans la "Documentation Catholique", Paris. Cf. pour une interprétation: G. KRELL/T. RISSE-KAPPEN/H.-J. SCHMIDT: *Die Herausforderung der Nuklearrüstung*. Gutachten zum Pastoralbrief der US-Bischöfensynode, Frankfurt/M. — Bonn (HSFK-Report et KAEF-DOK-WK) 1983.

projet de texte — condamne en premier lieu le recours aux armes nucléaires, se fondant en cela sur les critères "relativité des moyens" et "distinction entre soldats et civils", tirés de la "doctrine de la guerre juste". Il en ressort que le recours aux armes nucléaires contre la population civile et contre des objectifs militaires est interdit dès que des centres de population pourraient en être touchés. Le premier usage nucléaire est refusé et l'OTAN est invité à suivre cette orientation et à rechercher d'autres formes, conventionnelles, de défense (les problèmes de réarmement qui en découlent ne sont guère pris en considération). Enfin, les évêques adoptent une attitude extrêmement sceptique envers la possibilité de guerres nucléaires limitées. Ils examinent en outre d'une manière approfondie le système de dissuasion et le remettent fondamentalement en question. Néanmoins, se référant au message du pape à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement, ils tolèrent encore la dissuasion comme un "pas sur la voie du désarmement progressif".

Pour la discussion au sein de la Conférence épiscopale allemande comme à l'intérieur de l'Eglise catholique ouest-allemande dans son ensemble, ce document américain constitua un immense défi. Lorsqu'en janvier 1983, les évêques de la République démocratique allemande publièrent une brève lettre pastorale condamnant strictement tout recours aux armes NBC, l'épiscopat ouest-allemand se sentit poussé à aboutir lui aussi à un consensus, comme l'avaient fait les évêques des Etats-Unis et de la RDA. Trois professeurs de théologie furent chargés par la Conférence épiscopale d'élaborer un projet de déclaration, qui fut remanié plusieurs fois par un groupe de travail épiscopal — comprenant le président de Pax Christi. A deux reprises, l'Assemblée générale de la Conférence épiscopale allemande examina ce texte, et il n'est guère de déclarations qui aient suscité autant d'amendements de la part de différents évêques que ce document.

En janvier 1983, eut lieu en outre, à Rome, une consultation 'transnationale' entre des représentants des conférences épiscopales des Etats-Unis et de différents pays ouest-européens ainsi que du Vatican. On se mit entre autres d'accord pour dire que la politique de la paix et de la sécurité doit faire face à deux menaces: d'une part aux dangers de la guerre nucléaire et de la dynamique de l'armement et d'autre part aux périls menaçant les droits de l'homme dans des régimes autoritaires et totalitaires. La dissuasion nucléaire a fait l'objet d'un jugement unanime basé sur le message du pape mentionné plus haut, qu'il convenait de concrétiser et de compléter par les trois critères énoncés dans la lettre pastorale américaine. Les deux points ont été repris dans les versions définitives des documents américain et ouest-allemand.

La déclaration de la Conférence épiscopale allemande intitulée "La justice crée la paix", publiée le 27 avril 1983, soutient parfaitement la comparaison

avec la lettre pastorale des évêques américains⁽¹⁹⁾. Mis à part le premier usage nucléaire, sur laquelle les évêques allemands ne se prononcent pas, il n'y a pas de divergences entre les deux déclarations sur les questions fondamentales. Néanmoins, le texte américain s'exprime d'une manière plus concrète au sujet des problèmes techniques; les évêques allemands, eux, ont refusé de se prononcer sur les détails marquant le débat sur la politique de sécurité — comme par exemple sur la question des euromissiles — et s'en remettent au public pour l'application des principes qu'ils ont formulés. Aussi Pax Christi a-t-il souligné, dans une première prise de position, que le stationnement de nouvelles armes eurostratégiques tel qu'il était prévu jusqu'à présent n'était pas conciliable avec les critères énoncés par les évêques.

Dans les passages politiques de leur déclaration, les évêques allemands établissent une éthique de la paix visant à la réduction de la violence et à la promotion de la paix et n'accordent plus qu'une importance minimale à la doctrine de la "juste défense". Le dialogue avec l'autre, avec l'étranger tout comme avec l'adversaire, joue dans le texte un rôle prépondérant. La recherche d'une sécurité comme doit servir d'impulsion aux relations nord-sud et est-ouest. Sans mentionner explicitement le terme, la déclaration préconise la poursuite de la politique de détente. La prévention de la guerre — de toute guerre — est la tâche primordiale de la politique de sécurité; et c'est sous cet aspect que l'on juge la dissuasion. Les évêques allemands ne se mêlent pas, au contraire des américains, à la discussion sur les détails d'une guerre nucléaire. Cependant, deux phrases formulées sous forme de questions montrent bien qu'ils ne croient pas non plus qu'une guerre nucléaire puisse être limitée, comme le prétend la doctrine en vigueur de l'OTAN.

Le document des évêques allemands reflète un profond scepticisme envers la dissuasion. Et ceci est d'autant plus surprenant que, peu avant la publication du document, deux hommes politiques catholiques, Alois Mertes (CDU) et Georg Leber (SPD), avaient, dans une lettre ouverte adressée aux évêques des Etats-Unis, soutenu que la dissuasion était l'instrument le plus efficace pour la garantie de la paix. Cependant, les évêques allemands tolèrent encore provisoirement la dissuasion, mais seulement dans des "conditions très strictes", et se réfèrent aux trois critères mentionnés par les évêques américains: "— Les moyens militaires déjà existants ou projetés ne doivent rendre la guerre ni plus faisable ni plus vraisemblable.

— On ne doit pas mettre à disposition que le genre et le nombre de moyens militaires juste requis pour une dissuasion ayant pour objectif d'empêcher la guerre.

19. Cf. Note 5.

— Tous les moyens militaires doivent être compatibles avec les objectifs d'une limitation des armements, d'une réduction des armements et d'un désarmement efficace et bilatéral."

En ce qui concerne les mesures politiques de désarmement, le document invite d'une façon pressante à rechercher les démarches à entreprendre ultérieurement et se prononce pour des concessions unilatérales allant dans le sens du gradualisme.

A l'intérieur de l'Eglise, le document des évêques allemands essaye à concilier les positions divergentes du catholicisme. On peut donc dire que les évêques allemands sont parvenus à émettre un document susceptible de créer un nouveau consensus. Reste à savoir comment les paroisses mettront ces idées en pratique.

Dans le débat mené en République fédérale d'Allemagne sur la politique de sécurité, la déclaration de la Conférence épiscopale montre que le catholicisme se rapproche peu à peu du niveau qu'a atteint la discussion au sein des Eglises protestantes. Ce document est pour l'essentiel comparable au mémorandum élaboré en 1981 par l'Eglise évangélique d'Allemagne, mais il formule d'une manière plus stricte les conditions de la tolérance de la dissuasion. Notons enfin qu'en ce qui concerne les concessions unilatérales gradualistes, il existe en République fédérale d'Allemagne un consensus interconfessionnel, qui devrait être mis à profit pour propager et imposer des démarches concrètes en vue du désarmement.

5. Conclusion et Résumé

1) Pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, le débat mené au sein du catholicisme allemand sur la politique de la paix et de la sécurité est véritablement franc et ouvert. Contrairement aux années cinquante et soixante, l'Eglise catholique peut aujourd'hui, en République fédérale d'Allemagne, servir de forum en matière de politique de la paix, forum qui est si nécessaire pour que le public continue à avoir conscience des problèmes politiques de la sécurité. Cependant, le catholicisme demeure une base sociale importante du conservatisme en République fédérale, et ainsi de l'actuel gouvernement fédéral. A l'autre côté, il est intéressant de remarquer que beaucoup de gens de la gauche qui ont quitté l'Eglise dans les années soixante-dix, y rentrent maintenant à cause de leur engagement pour la paix.

2) Dans le débat actuel catholique en RFA on pourrait distinguer au moins trois courants:

— les mouvements catholiques pour la paix comme Pax Christi, l'initiative "l'église vue de la base" et la Fédération de la Jeunesse (BDKJ). Ces

groupements partagent plus ou moins les attitudes communes des mouvements pacifistes séculiers. (Une remarque concernant la notion "Pacifisme": Dans un sens exact du mot les pacifistes purement non-violents ne sont que des minorités dans les mouvements de la paix ouest-allemands. La plupart des groupes s'identifient avec un pacifisme plutôt nucléaire, ils ne refusent pas chaque type de la défense nationale. Cette remarque générale s'applique aussi aux mouvements pour la paix dans les Eglises bien que le pourcentage des non-violents dans les Eglises soit plus grand que dans d'autres communautés). La majorité des groupes pacifistes catholiques condamnent strictement le système de dissuasion nucléaire. Ils refusent unanimement le déploiement des euromissiles. Concernant une stratégie de désarmement les groupes pacifistes catholiques favorisent plutôt une approche graduelle. En général, ils ont une conception de la paix plus large - comprenant la justice sociale, les droits de l'homme et le développement du Tiers Monde - que les mouvements pacifistes séculiers qui, jusqu'ici, se sont concentrés plus ou moins à la question des missiles.

- Aujourd'hui comme toujours, le *courant conservateur* parmi les catholiques peut compter sur le soutien de beaucoup d'associations laïques et beaucoup de paroisses. Ce courant est concentré dans le "Comité Central des Catholiques Allemands". Mais il est important de noter que ce comité n'est plus capable de dominer et de diriger le débat catholique, bien que les catholiques conservateurs soient toujours beaucoup plus puissants que le courant semblable dans l'Eglise protestante.

- Un nombre croissant des catholiques partagent aujourd'hui les attitudes de leurs évêques concernant le problème de la paix. C.v.d., ils ne sont pas déterminés de l'un ou de l'autre côté du débat mais ils sont ouverts pour le dialogue. Ils partagent la peur et les inquiétudes des mouvements pacifistes sans s'identifier avec toutes leurs exigences. Venant des milieux conservateurs ils sentent que les réponses traditionnelles ne sont plus suffisantes à leurs questions. L'énorme succès du livre "La politique du sermon sur la montagne" du journaliste Franz Alt, membre du parti chrétien-démocrate, peut être expliqué par cette nouvelle sensibilité des catholiques⁽²⁰⁾.

3) Il est peu vraisemblable que le débat sur la paix dans l'Eglise catholique ouest-allemande soit fini après le déploiement des Pershing et des missiles croisés. Cela pour deux raisons principales: Premièrement, le débat n'était jamais concentré sur la question des euromissiles dans un sens technique mais beaucoup plus sur la dimension morale de la dissuasion nucléaire.

20. Cf. F. ALT: *Die Politik der Bergpredigt*, München (Piper) 1983. Pour une critique cf.: M. HARTMICH: *Frieden durch Friedfertigkeit?*, München (Olzog) 1983.

aire. Dans beaucoup de paroisses la controverse n'a que commencé. Et deuxièmement, il ne faut pas sousestimer les conséquences de ce déploiement pour le climat politique en RFA. Les gens - et parmi eux beaucoup de chrétiens - qui ont soutenu la double-décision de l'OTAN, l'ont compris comme une approche pour la maîtrise des armements. Maintenant ils perçoivent le commencement du déploiement comme l'échec des négociations. Il va durer longtemps et peut-être des années jusqu'à ce qu'un nouveau consensus national sur la politique de sécurité sera rétabli en Allemagne fédérale.

4) C'est surtout à la base de l'Eglise qu'il importe d'affermir, avec patience et dans un souci de dialogue, la sensibilité croissante de la population envers les questions de la politique de la paix. Mais les processus de radicalisation, qui caractérisent d'une manière générale l'évolution de tout mouvement social, s'appliquent aussi à de nombreux groupes chrétiens pour la paix. Ils s'engagent par exemple, au sein du mouvement pacifiste, d'une manière beaucoup plus résolue que d'autres pour des actions non-violentes visant des installations militaires. Le dilemme consiste dans le fait que ces attitudes et ces modes d'action ne recueillent que difficilement la compréhension des paroisses conservatrices, de sorte que les groupes chrétiens pour la paix s'éloignent souvent bien vite de la base et ne sont plus en mesure de transmettre aux catholiques, sur le terrain, les impulsions du mouvement pacifiste.

5) Il convient enfin de penser au rôle que joue l'Eglise catholique en tant qu'acteur multinational. Comme le montre l'historique de la déclaration des évêques allemands, la nécessité de trouver un consensus entre les conférences épiscopales européennes et américaine, résultant de cette multinationalité de l'Eglise, a été l'un des facteurs décisifs ayant conduit à une prise de position bien déterminée. Inversement, l'accord atteint entre les Eglises des pays de l'OTAN a également des conséquences politiques. Les Eglises catholiques des pays de l'OTAN - et de plus en plus également celles des pays du Pacte de Varsovie (cf. les déclarations des évêques de Hongrie et de la RDA) - sont en concordance de vues pour exiger de la politique de sécurité de leurs systèmes politiques qu'elle mette fin à la course aux armements et vienne à bout du système de dissuasion. Elles contribuent en cela à créer un climat de désarmement au niveau transnational.